



[Home](#) – [«Nous ne sommes pas des profiteurs.»](#)

## «Nous ne sommes pas des profiteurs.»

La Suisse fait face à d'importants défis de politique intérieure et extérieure et elle doit les affronter dans un monde de plus en plus complexe. Malgré cela, les décisions majeures de la population ne sont pas simplement égoïstes. Pour Jean-René Germanier, président du Conseil national depuis décembre dernier, cette attitude est admirable et le monde politique en a le plus urgent besoin. Il aborde également les principaux défis de la Suisse et, au-delà, la forme de gouvernement qui lui paraît judicieuse et les raisons pour lesquelles la Suisse vaut mieux, parfois, que son image à l'étranger.

### **KPMGnews:** [Quels sont à vos yeux les défis les plus importants et les plus urgents de la Suisse?](#)

L'un des grands obstacles que notre démocratie directe doit maîtriser est la complexité du travail politique. Il devient de plus en plus difficile d'expliquer clairement à la population des affaires politiques toujours plus complexes. Je suis fier de notre population, du fait qu'elle comprenne les messages des politiciens malgré la difficulté et qu'elle se forge ses opinions avec tant de jugement. C'est impressionnant.

### **KPMGnews:** [Les relations avec l'UE constituent un thème central. À quelle évolution vous attendez-vous ici?](#)

De mon point de vue, il est essentiel que la Suisse reste indépendante, mais sans s'isoler. En tant que pays exportateur, la Suisse vit de ses bonnes relations avec l'étranger. Mais nous devons toujours trouver les meilleures solutions pour les deux parties. Actuellement, la Suisse y parvient fort bien. Voyez les bilatérales avec l'UE ou les différents accords de libre-échange. La Suisse peut en être fière et n'a pas à se cacher. Nous ne sommes pas des profiteurs, comme on le prétend parfois.

### **KPMGnews:** [Mais nous en avons l'image.](#)

Les relations entre nations ne sont pas des histoires d'amour. On y traite d'intérêts parfois fortement divergents. La Suisse a de bons arguments montrant que nous ne sommes pas les profiteurs que certains décrivent. Prenez par exemple la NLFA ou la Banque nationale, qui a acheté des euros, et le fonds de cohésion pour les pays de l'Est d'ailleurs approuvé en votation par le peuple. Ce sont autant de preuves de la volonté du pays de remplir ses obligations vis-à-vis de l'UE.

### **KPMGnews:** [Et qu'en est-il de la politique intérieure? Où sont ici nos principaux défis?](#)

En politique intérieure, le vieillissement de la population et l'équilibre de notre système social qui lui est lié revêtent une grande importance. Ici aussi, je suis heureux du résultat des votes populaires, par exemple sur la révision de l'assurance-chômage ou l'assainissement de l'assurance invalidité. Contrairement à de nombreuses craintes, les citoyens n'ont pas voté avec égoïsme, mais en favorisant l'intérêt collectif.

### **KPMGnews:** [Vous êtes impressionné par la maturité et l'attitude désintéressée de la population. On ne peut pas toujours en dire autant de la classe politique.](#)

La politique est en lutte électorale constante. L'alliance contre nature de l'UDC avec la gauche pour faire échouer la 11e révision de l'AVS était tout simplement irresponsable. Des années de travail ont ainsi été gaspillées. Ce sont des calculs électoralistes qui ne servent pas l'intérêt commun. Les votations populaires comme celle sur les minarets ou l'expulsion des criminels n'ont pas d'effet concret important sur le fonctionnement du pays. Mais ces votes émotionnels nuisent à notre démocratie directe et à l'image de notre pays. J'espère qu'à l'avenir, l'intérêt du pays l'emportera plus souvent sur les luttes pour des parts de marché électorales.

### **KPMGnews:** [Vous devez apprécier l'idée de l'ex-conseiller fédéral Pascal Couchepin, qui propose de n'élire que tous les six ans.](#)

Je trouve en effet cette idée digne de réflexion. La différence entre une année «normale» et une année électorale est bien perceptible. Ne me comprenez pas mal: les années électorales sont importantes pour faire campagne et convaincre les gens, mais il ne faudrait pas qu'elles influencent le débat parlementaire orienté solutions pour le pays. J'espère simplement que la population ne perdra pas sa maturité avec la polarisation croissante.

### **KPMGnews:** [En tant que président du Conseil national, pouvez-vous influencer cette évolution?](#)

La marge de manœuvre du président du Conseil national reste limitée mais j'espère avoir la confiance de tous les groupes parlementaires et pouvoir jouer parfois le rôle de médiateur ou d'intermédiaire entre les différentes forces politiques. Mon souhait est que la politique s'oriente vers des solutions pour le pays. Mais les groupes ont toujours le dernier mot, ce qui est normal.

**KPMGnews:** [Un système politique qui évolue au sein d'une lutte électorale constante peut-il élaborer des solutions valables pour le long terme?](#) • [Legal](#)

Je trouve positif que la population s'intéresse et s'engage plus intensivement pour la politique nationale qu'auparavant. Les débats incessants sont très fructueux pour notre démocratie directe. Il y a cependant un risque car les problèmes sont de plus en plus complexes et difficiles à communiquer. Il faut veiller à ce que les populismes simplificateurs de tous bords ne nous fassent pas perdre de vue l'essentiel et affaiblissent ainsi notre système politique.

**KPMGnews:** [Contrairement au système d'opposition, la Suisse est obligée, par la concordance, d'impliquer tous les partis dans le processus politique. La communication n'en devient-elle pas encore plus cruciale?](#)

Tout à fait. La culture d'affrontement politique sous forme d'opposition à la majorité souhaitée par certains acteurs de la politique suisse nous est étrangère. Elle correspond au fonctionnement de grands pays européens comme l'Allemagne, la France ou l'Angleterre.

Ce qui a permis la prospérité de la Suisse, c'est une politique de consensus orientée solution, où les principales forces participent au processus de décision jusqu'au niveau gouvernemental. C'est la politique de concordance que je soutiens. C'est ce qui permet une certaine paix sociale et une bonne stabilité favorables au développement économique. L'enjeu est en effet de pouvoir bien le communiquer au peuple suisse souverain dans notre démocratie directe.

**KPMGnews:** [De fréquentes indiscretions compromettent la crédibilité du Conseil fédéral. Quel jugement portez-vous sur la situation et notamment sur la communication du Conseil fédéral?](#)

Le Conseil fédéral dépend de ses membres. Dans notre système, la collégialité est essentielle pour le bon fonctionnement du gouvernement. Nous devons dépasser les cloisonnements entre les départements et évoluer vers une réflexion et une attitude plus unifiées, ce qui ne va pas de soi puisque nous ne pratiquons pas un gouvernement de coalition.

**KPMGnews:** [Ne serait-il pas judicieux de charger le Conseil fédéral de tâches stratégiques et représentatives et de confier la direction des départements aux secrétaires d'État?](#)

Il faut en effet que les membres de notre gouvernement puissent être allégés d'un grand nombre d'activités opérationnelles sans pour autant qu'il perde le lien essentiel avec le parlement. Des secrétaires d'Etat pourraient les décharger en partie de ces tâches et les libérer pour qu'ils puissent plus se consacrer à la réflexion stratégique sur les différents problèmes du pays. Cela permettrait aussi de mieux réfléchir à un meilleur fonctionnement collégial du Conseil fédéral.

**KPMGnews:** [Quand prévoyez-vous de voir émerger une solution?](#)

Le conseiller fédéral Burkhalter s'est fortement engagé en faveur d'une réforme du gouvernement alors qu'il siégeait au Conseil des États. Le temps est venu, l'intérêt est là. Et la durée prolongée de la présidence, qui passera de un à deux ans dans un premier temps, ne suffit pas. Comme indiqué plus haut, pour traiter les problèmes de politique intérieure et extérieure, il faut repenser le fonctionnement opérationnel et le fonctionnement collégial d'un gouvernement de concordance formé de ministres issus de partis à l'idéologie différente et qui doivent parler d'une même voie au nom de la Suisse.

Notre gouvernement a malgré tout bien fonctionné pour la gestion du pays durant ces années de crises financières et économiques. Cela est réjouissant et je suis plutôt fier de la Suisse et de sa conduite, en comparaison internationale.

**KPMGnews:** [De la réforme du gouvernement à celle des finances: que pensez-vous du «Swiss finish» de Bâle III? La Suisse doit-elle vraiment réglementer les banques plus rigoureusement que les autres pays?](#)

D'abord, je suis clairement pour une politique libérale. La réglementation est une épée à double tranchant. D'une part, il n'est pas acceptable que les finances publiques puissent servir de garantie à des banques trop grandes pour faire faillite. D'autre, part il faut éviter une sur-régulation pour prendre en compte que les marchés financiers sont globalisés et que la Suisse doit fournir des conditions cadres attractives comme place financière. Il faut que nos banques restent concurrentielles au niveau mondial. Je pense que le processus législatif en cours tend vers cet équilibre.

**KPMGnews:** [Le fédéralisme est une particularité suisse qui a des avantages et des inconvénients. A-t-il encore un avenir sous sa forme actuelle ou freine-t-il plutôt l'économie suisse?](#)

Le système fédéraliste fonctionne étonnamment bien, car les différentes localités et régions linguistiques se montrent solidaires. Réduire le fédéralisme serait un risque pour la cohésion nationale. Je trouve passionnant de voir que différents petits groupes d'intérêt peuvent ainsi contribuer au bon fonctionnement d'un ensemble.

**KPMGnews:** [Quels sont pour vous les principaux écueils de la discussion politique?](#)

Je vois un problème important dans les frontières linguistiques et les médias. Nous n'avons pas de média national qui informe dans toutes les régions linguistiques. Il est donc possible, par exemple, qu'un thème majeur soit discuté en Suisse alémanique et pas en Suisse romande. Alors que ce serait justement important pour nous comprendre mutuellement. Moins on connaît l'autre, plus les préjugés prennent le dessus.

**KPMGnews:** [Comment pourrions-nous favoriser la compréhension mutuelle?](#)

Les médias nationaux pourraient jouer un rôle important. Mais la politique aussi pourrait apporter sa contribution. Ainsi, en tant que président du Conseil national, je visiterai au moins une fois chacun des 26 cantons. Pour bien vivre

ensemble, il faut mieux se connaître, c'est ce que je veux encourager.

- [Privacy](#)

**KPMGnews:** [Mais il n'y a pas que des frontières linguistiques en Suisse.](#)

- [Help](#)
- [Sitemap](#)

C'est vrai. On pense ici par exemple aux mentalités régionales. Dans certains domaines, la Suisse orientale se sent parfois comme «hors de Suisse», comme on dit en Valais. Les investissements qui facilitent la mobilité sont bons pour la cohésion nationale. Ils favorisent les échanges et évitent les sentiments d'exclusion. Ainsi pour mon canton, le Lötschberg a changé beaucoup de choses. On peut venir de Zürich à Zermatt ou Crans-Montana en moins de trois heures. La notion de « Üsserschwitz » n'est bientôt plus qu'un souvenir.

KPMG

**KPMGnews:** [Comment percevez-vous les disparités entre ville et campagne?](#)

En Suisse, ce problème n'est pas si prononcé. La grande majorité de la population suisse vit dans les villes et les agglomérations. La politique des transports a ici un rôle central à jouer. Une infrastructure bien pensée n'isole pas les régions rurales des grands centres. Il faut rester conscient du fait que la campagne et la ville profitent l'une de l'autre. On ne doit pas oublier que notre constitution veut une occupation décentralisée du territoire. Les décisions politiques doivent prendre en compte cet aspect.

**KPMGnews:** [Et les différences sociales?](#)

En dépit de la crise financière et économique, les stabilisateurs de notre pays fonctionnent bien. Nous avons de très bons systèmes sociaux comme l'AVS, l'AI ou l'assurance-chômage. Notre prospérité se fonde sur une solidarité entre les différentes couches sociales. Nous devons protéger cet acquis. Mais comme nous l'avons vu, ces thèmes sont repris avec force dans le marketing politique des deux camps. Nous devons veiller à ne pas abuser et à ne pas trop polariser le débat sur ces thèmes.

Interview: Andreas Hammer et Tomas Honegger, Marketing & Communication

### Jean-René Germanier



Jean-René Germanier est né en 1958 à Sion et vit à Vétroz. Membre du PLR, il siège au Conseil national pour le Valais depuis 2003, après avoir été au législatif communal dix ans durant. Ce vigneron et onologue préside le Conseil national depuis le 1er décembre 2010, ce qui fait de lui le premier citoyen du pays.

International Cooperative ("KPMG International") is a Swiss legal entity. Member firms of the KPMG network of independent firms are affiliated with KPMG International. KPMG International provides no client services. No member firm has any authority to obligate or bind KPMG International or any other member firm vis-à-vis third parties, nor does KPMG International have any such authority to obligate or bind any member firm.

© 2011 KPMG Holding AG/SA, a Swiss corporation, is a subsidiary of KPMG Europe LLP and a member of the KPMG network of independent firms affiliated with KPMG International Cooperative ("KPMG International"), a Swiss legal entity. All rights reserved. The KPMG name, logo and "cutting through complexity" are registered trademarks or trademarks of KPMG International.